

## TRANSPORTS

# La Métropole relance l'État pour subventionner son bus

Retenue dans un appel à projets de l'État pour aider son tramway, aujourd'hui abandonné, la Métropole tente un retour pour son bus.

L'idée est de décrocher une coquette somme, peut-être 13 millions d'euros, auprès de l'État. Utile sur les 100 millions nécessaires à la réalisation du futur réseau de bus et de son dépôt à Rivery. Comment ? Par le biais de l'appel à projets « transports collectifs et mobilité durable ». Un paradoxe, l'ancienne équipe municipale avait glissé son dossier tramway (200 millions d'euros) dans cet appel. Elle avait été retenue avec 120 autres collectivités.

Début 2015, on apprenait que l'enveloppe globale de 450 millions d'euros sur le budget de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) irait à 99 projets (pas Amiens donc) représentant 5,2 milliards d'investissements publics. Jacques Lessard, ex-adjoint aux finances d'Amiens et aujourd'hui conseiller municipal de l'opposition, avait estimé que le tramway aurait pu décrocher 50 millions d'euros de subventions, compte tenu d'un dossier jugé béton.

La nouvelle équipe métropolitaine veut un BHNS. Sans avouer qu'elle aurait dû modifier sa candidature et la maintenir, elle explique guetter l'évolution de cet appel, « car plusieurs dossiers ont été abandonnés. On estime qu'il y a un reste sur l'enveloppe globale qui n'a pas été utilisé, alors nous travaillons à en bénéficier », explique Alain Gest, président d'Amiens Métropole qui revêt pour



Le futur bus, c'est 100 millions d'euros dont 45 de voirie (ici la future esplanade Branly).

« Le groupement des autorités responsables des transports doit intervenir auprès du ministère des Transports », Alain Gest

le coup sa casquette de député (LR). Il pose deux hypothèses : ce reste qui est redistribué ou un nouvel appel à projets est lancé par l'État. « Le groupement des autorités responsables des transports (GART) doit intervenir auprès du ministère des Transports, mi-

nistre que je souhaite rencontrer », détaille Alain Gest.

Pour Pascal Riffart, vice-président chargé des transports à la Métropole, 13 millions d'euros peuvent être espérés de l'État auxquelles s'ajouteraient d'autres subventions toujours de l'État (Ademe), de la grande Région et de l'Europe. Bref, la chasse est ouverte pour faire baisser la facture qui reviendra à la collectivité. Au final, l'intégralité reste de l'argent public.

Une chasse lancée dans un contexte politique particulier, avec l'élection présidentielle et les législatives, l'année prochaine.

DAVID VANDEVOORDE

84GRAMIENS Mercredi 01 juin Page:12/13

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)